



# *Académie des sciences d'outre-mer*

## *Les recensions de l'Académie*<sup>1</sup>

***La guerre civile angolaise de 1991 à 2002 / Amadou Koné***  
**éd. Connaissances et savoirs, 2013**  
**cote : 59.311**

L'indépendance de l'Angola, en 1975, marqua le début d'une sanglante guerre civile qui mit aux prises les factions armées qui, depuis le soulèvement de 1961, avaient combattu contre les Portugais pour l'indépendance du pays. L'UNITA (Jonas Savimbi) surtout implantée dans le sud du pays (la région du diamant) et soutenue par le camp occidental, les États-Unis, l'Afrique du Sud. Le MPLA, (Eduardo Dos Santos) implanté dans le nord (la région du pétrole) et soutenu par l'URSS et Cuba. En 1991, la chute des régimes communistes entraîna la fin de l'aide de l'URSS et le départ des troupes cubaines. On crut pouvoir espérer l'avènement d'une ère de paix et de démocratie tant attendue que les accords de Bicesse (ou d'Estoril, mai 1993) laissaient présager. Il n'en fut rien. Dès la fin de l'année 1992 l'UNITA contestait la réélection du président Eduardo Dos Santos et la guerre civile, inaugurée par les massacres de Luanda, (fin octobre 1992) allait à nouveau embraser le pays. En septembre 1993, l'UNITA contrôlait 85% du territoire angolais. Forte de ce succès, elle refusa de signer le protocole de paix d'Abidjan mais sa puissance s'effrita rapidement, surtout après que son attitude eût été désavouée par les États-Unis, (qui avaient reconnu le gouvernement MPLA du président Dos Santos) et que de nombreuses défections eurent affaibli ses rangs.

On aboutit ainsi aux accords de Lusaka du 20 novembre 1994 qui rétablirent une paix bancale, car les deux formations ne s'accordaient pas sur les modalités du cessez-le-feu. L'envoi par les Nations Unies d'un contingent de 7000 casques bleus (UNAVEM III) ne put empêcher le retour de nouvelles violences en mars 1995. Ce ne fut qu'une alerte sans lendemain et on assista ensuite à de laborieux pourparlers en vue du désarmement des forces armées des deux camps et de leur fusion au sein d'une armée nationale (F.A.A.) La constitution d'un gouvernement d'unité et de réconciliation nationales de 84 membres (10 avril 1997) ne fut pas un succès. L'envoi d'une mission de paix des Nations Unies (Monua), la légalisation de l'UNITA en tant que parti politique, furent sans effet. Après de violents affrontements entre l'UNITA et les FAA en juillet 1998 on arriva à la reprise des hostilités en décembre de la même année. Cette dernière guerre d'Angola ne fut qu'une succession d'embuscades meurtrières et d'actions violentes dont les civils furent les principales victimes. L'UNITA qui, dans les contextes de fin de la guerre froide, avait perdu le soutien des États-Unis et celui de l'Afrique du Sud, et avait même été sanctionnée pour violation



<sup>1</sup> Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basé(e) sur une oeuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## *Académie des sciences d'outre-mer*

des accords de Lusaka, cherchait, par des actes terroristes, à démontrer l'incapacité du président Dos Santos à gouverner le pays.

Savimbi n'était guère plus qu'un chef de bande entouré de guérilléros faméliques quand il finit par trouver la mort au combat contre l'armée angolaise, le 22 février 2002. Sa disparition fut suivie de peu par un accord de paix entre les forces gouvernementales et ce qui restait de celles de l'UNITA. (4 avril 2002). Les accords de Sun City (19 avril) prévoyaient la formation d'un gouvernement multipartite et des élections démocratiques.

Amadou Kone nous donne une relation circonstanciée de ces onze années de conflits qui ont abouti à faire de ce pays de 20 millions d'habitants, pourtant fort riche, un vaste champ de ruines, qui aura besoin de longues décennies pour panser ses blessures. On peut regretter que les problèmes relatifs à l'enclave de Cabinda soient traités un peu rapidement pp. 474-475 (Ce petit territoire détient 60% des richesses pétrolières de l'Angola et d'importantes richesses minières).

Le lecteur français s'attardera peut-être à la lecture des pages consacrées au trafic d'armes à destination de l'UNITA et aux scandales de l'*Angolagate* (pp. 363-377) : il retrouvera, parmi les protagonistes de cette mêlée sordide, quelques noms tristement connus dans le monde des affaires et même dans la classe politique de notre pays.

Le texte est très dense, d'une lecture parfois malaisée, le récit est événementiel, le style est journalistique, non exempt de maladresses et d'incorrections, mais en France, où la littérature historique sur l'Afrique lusophone n'abonde pas, ce livre devrait rendre d'appréciables services aux politologues et aux africanistes.

**Jean Martin**